# Macron, Philippe, Collomb et l'immigration…

Ou lorsqu'il est question d'intégration par le travail.

mercredi 21 février 2018, par Jacques COTTA

Edouard Philippe et Gérard Collomb se trouvaient dans les locaux de l'office français de l'immigration et de l'intégration mardi 20 février pour montrer « le caractère équilibré de la loi asile et immigration » qui devrait être présentée en conseil des ministres dans les jours qui viennent. Pour des raisons symétriquement opposées ce projet est controversé par l'opposition toutes tendances confondues.

Chez « les républicains » on voit une preuve de laxisme dans les propos ministériels qui proposent alphabétisation et intégration par le travail de migrants, avant même l'instruction du dossier qu'ils pourraient déposer.
Pour ceux qui se définissent « de gauche » ou encore à « la gauche de la gauche », associations ou groupes politiques, on voit là un premier pas en trouvant toujours trop répressive la politique incarnée par Gérard Collomb au ministère de l'intérieur, et on réclame au nom de l'humanitaire un accueil sans limite, sans contrôle, sans entrave des frontières.

Mais tout cela évacue l'essentiel. Comme le dit le premier ministre à la suite du président de la république, cette politique macronienne est très équilibré, au profit quasi exclusif du MEDEF en recherche de main d'oeuvre à moindre coût. De cela nul ne parle.

Que signifie en effet « intégration par le travail » de migrants sans papier. Ils sont déjà des dizaines, voire des centaines de milliers à en faire l'expérience. C'est de l'intégration à l'exploitation capitaliste qu'il s'agit. Les migrants concernés pourront juste se taire en étant sous payés sans pouvoir revendiquer avec en prime la nécessité de remercier. Le rêve du MEDEF qui depuis des années ânonne sur le ton de la compétitivité du travail, du salaire trop élevé, et des « charges sociales » handicapantes, de la nécessité de faire baisser le cout du travail est en passe de se réaliser.

Pour les migrants, ce sont les conditions de la pire des exploitations qui s'annonce, cela au nom de bons sentiments affichés par le gouvernement et partagés sur le fond par des associations qui ont érigé l'humanitaire et le caritatif en lieu et place de toute orientation politique susceptible de modifier la situation en profondeur.

Et pour les travailleurs locaux, quelle répercussion ? Le discours officiel veut insuffler l'idée que les immigrés font le boulot que les français ne veulent pas faire. Des sous qualifiés bien peu gênants en quelque sorte. Erreur. Les chiffres indiquent que les migrants sont en masse aussi qualifiés, sinon plus, que les travailleurs français. Cela a donc deux conséquences :

D'une part c'est une concurrence directe et totalement inégale qui va s'opérer entre les « sans droit » du fait de leur absence de papiers, et les travailleurs français jugés du coup peu concurrentiels, devant donc revoir leurs salaires et autres acquis à la baisse.
D'autre part, à tous ceux qui prônent au nom de la charité l'accueil sans limite des migrants, les chiffres indiquent qu'après avoir pillé les ressources naturelles des pays concernés, cette politique vise à en piller la principale des ressource, l'intelligence, l'intellect, la capacité à construire dans leur pays d'origine la société à laquelle ils aspirent.

Politiquement, la situation annonce des jours sombres. L'opposition entre les travailleurs selon leur nationalité, parce que les uns sont mis en situation de piquer le travail des autres, cela au grand profit du capital, ne peut faire le jeu que des forces les plus réactionnaires, qui visent la destruction des acquis sociaux et une répartition des richesses toujours plus favorable au capital au détriment du travail. Que cela soit l'orientation du gouvernement d'Emmanuel Macron dans la foulée de l'UE qui vise à la destruction de tout ce qui peut se mettre en travers du néolibéralisme, donc la destruction des Etats et des nations, n'est pas étonnant.

Mais de la part des associations ? Aider tout homme dans la détresse et le besoin est une tâche nécessaire, utile, indiscutable. Mais en en reconnaissant les limites et les dangers. Ce que tente aujourd'hui au nom de l'humanitaire le gouvernement français est une attaque contre les migrants, contre les français, contre l'état, contre la république dont les lois sont bafouées, contre la Nation. La république doit permettre les demandes d'asiles d'être formulées. La république doit assurer des conditions de vie décente à tout demandeur le temps de l'instruction de son dossier. la république doit apporter secours à tout mineur isolé. La souveraineté nationale doit s'exercer pour déterminer qui peut être accueilli, sur des critères connus, publics, transparents, qui ne peut l'être et doit donc être reconduit. La Nation doit être souveraine pour affronter ces questions, comme pour poser les exigences politiques afin d'enrayer la fuite de leur pays par des milliers de migrants déracinés souvent produite par le pillage des ressources ou encore les guerres menées avec nos armes.

Mais jamais la république ne doit instaurer de nouveaux critères d'exploitation au nom d'une soit disant intégration. En faisant cela, c'est la république qui se trouve menacée, sa cohésion et son histoire bafouées.